



Assemblée générale

Distr. générale
8 décembre 2016
Français
Original : anglais

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 37^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 31 octobre 2016, à 10 heures

Présidente : M^{me} Mejía Vélez (Colombie)
Puis : M^{me} Węgrzynowska (Vice-Présidente) (Pologne)

Sommaire

Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)
- c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (*suite*)


Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-18929 (F)



Merci de recycler 



La séance est ouverte à 10 heures.

Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite) (A/71/40; A/C.3/71/4)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite) (A/71/56, A/71/254, A/71/255, A/71/269, A/71/271, A/71/273, A/71/278, A/71/279, A/71/280, A/71/281, A/71/282, A/71/284, A/71/285, A/71/286, A/71/287, A/71/291, A/71/299, A/71/302, A/71/303, A/71/304, A/71/305, A/71/310, A/71/314, A/71/317, A/71/319, A/71/332, A/71/344, A/71/344/Corr.1, A/71/348, A/71/358, A/71/367, A/71/368, A/71/369, A/71/372, A/71/373, A/71/384, A/71/385, A/71/405 et A/71/567; A/C.3/71/5)

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (suite) (A/71/308, A/71/361, A/71/374, A/71/379-S/2016/788, A/71/394, A/71/402, A/71/418, A/71/439, A/71/540-S/2016/839 et A/71/554; A/C.3/71/5)

1. **M^{me} Adamson** (Observatrice de l'Union européenne) dit que l'Union européenne, en tant que communauté fondée sur le respect et la défense des droits de l'homme, reste profondément attachée au rôle central de l'ONU en matière de protection et de promotion des droits de l'homme.

2. L'Union européenne est consternée par la détérioration de la situation en Syrie. C'est avant tout au régime syrien qu'il revient de protéger la population syrienne. L'Union européenne condamne fermement les attaques délibérées et sans discrimination du régime et de ses alliés contre les populations civiles, le personnel humanitaire et médical et les infrastructures civiles et humanitaires. Elle condamne également au plus haut point le recours confirmé aux armes chimiques par le régime syrien et l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Toute personne responsable de violations du droit international, notamment du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, dont certaines constituent des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, doit être traduite en justice. L'Union européenne et ses États membres vont étudier les possibilités de mener une

action concertée, notamment par l'intermédiaire de l'Assemblée générale.

3. Aux côtés du Japon et d'autres États Membres, l'Union européenne présentera à nouveau un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, qui ne cesse de porter gravement et systématiquement atteinte aux droits fondamentaux de ses citoyens tout en refusant de s'engager de manière plus constructive dans un dialogue sur les droits de l'homme avec la communauté internationale.

4. L'Union européenne est extrêmement préoccupée par les atrocités répétées au Soudan du Sud et par la situation en République démocratique du Congo, et elle demande à toutes les parties au conflit au Yémen de mettre fin immédiatement aux violations des droits de l'homme et aux atteintes à ces droits. En Égypte, il convient de lutter contre la menace que représente le terrorisme, dans le plein respect des normes internationales en matière de droits de l'homme, et les responsables de violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales doivent répondre de leurs actes. Au Burundi, il est urgent de mettre en place un solide dispositif d'enquête et de responsabilisation pour lutter contre les arrestations et détentions arbitraires, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, la torture, les violences sexuelles et autres violations des droits de l'homme. À cet égard, le Gouvernement burundais devrait réexaminer ses décisions visant à suspendre sa coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et à se retirer du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

5. L'Union européenne suit avec préoccupation la récente répression violente de protestations en Éthiopie et appelle le Gouvernement éthiopien à faire preuve de la plus grande retenue et à engager un sérieux dialogue avec toutes les parties. L'Union européenne poursuivra son engagement aux côtés de ses partenaires africains et des Nations Unies en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme en Libye, en République centrafricaine, au Soudan et en Érythrée. En ce qui concerne l'Érythrée, l'Union européenne prend note des recommandations figurant dans la résolution 32/24 du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, notamment de la demande faite à l'Assemblée générale de soumettre le rapport de la Commission d'enquête au Conseil de sécurité pour examen et suite à donner.

6. Il conviendrait que la Chine honore ses obligations en matière de droits de l'homme et son engagement à faire prévaloir l'état de droit, notamment en permettant aux défenseurs des droits de l'homme et aux avocats de poursuivre leurs activités, en libérant toutes les personnes détenues pour avoir exercé leur liberté d'expression et en garantissant à la société civile, y compris aux organisations non gouvernementales étrangères, un environnement sûr et favorable. De même, la Russie doit mettre un terme à ses tentatives de limitation de la société civile et au harcèlement des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes indépendants et des opposants, aussi bien sur son propre territoire que dans la péninsule de Crimée illégalement annexée.

7. L'Union européenne condamne fermement les atrocités, les massacres, les sévices sexuels et les autres violations des droits de l'homme perpétrés à l'encontre des civils par l'EIL et d'autres groupes terroristes, et rend hommage aux défenseurs des droits de la communauté yézidie et à leur lutte pour les victimes d'esclavage sexuel de l'EIL. L'Union européenne réaffirme qu'aucune conviction religieuse ne peut justifier le recours au terrorisme et à la violence, et incite les chefs religieux à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que les religions servent à justifier le terrorisme et les violations des droits de l'homme.

8. L'Union européenne demeure préoccupée par les restrictions des libertés publiques, les nombreuses détentions, ainsi que les nombreuses arrestations et exécutions arbitraires en Iran. Elle invite tous les États Membres à abolir la peine de mort. Se félicitant des premiers pas du Gouvernement nouvellement élu du Myanmar en vue d'améliorer le respect des droits de l'homme et de faire avancer le processus de paix, l'Union européenne l'encourage à prendre des mesures audacieuses pour trouver des solutions durables et offrir une protection adéquate aux minorités religieuses et ethniques, notamment en supprimant l'apatridie.

9. L'Union européenne accueille avec satisfaction le nouveau mandat du Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme pour lutter contre les représailles visant les défenseurs des droits de l'homme et s'engage à protéger les défenseurs par le biais d'un soutien politique et logistique. Elle invite tous les États Membres à signer et ratifier l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Elle souligne l'importance que revêt le respect des droits fondamentaux de tous, y

compris des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants et de toutes les personnes déplacées. Pour s'attaquer aux causes profondes des migrations, il convient, dans les pays d'origine, de promouvoir le respect des droits de l'homme et de favoriser l'instauration d'un véritable état de droit grâce aux divers moyens disponibles, tels que le dialogue politique, les discussions sur les droits de l'homme et la coopération au service du développement.

10. **M^{me} Mendelson** (États-Unis d'Amérique) dit que, l'attaque menée contre Alep par le régime syrien avec l'aide de la Russie ayant fait des centaines de morts, certaines atrocités ne peuvent qu'être qualifiées de crimes contre l'humanité. Comme l'est d'Alep, mais à plus petite échelle, d'autres communautés sont assiégées à travers le pays, et le régime continue d'emprisonner des dizaines de milliers de Syriens, en recourant souvent à la torture. Les États-Unis réitèrent donc leur appel en faveur d'une cessation immédiate de la guerre et de la responsabilité des dirigeants pour toutes les violations des droits de l'homme.

11. Le Gouvernement américain demande à l'Iran de mettre un terme au recours généralisé à la détention arbitraire, à la peine de mort pour les mineurs, aux condamnations excessives et aux conditions de détention éprouvantes, et à la République populaire démocratique de Corée de fermer les camps de prisonniers politiques et de cesser ses nombreuses autres violations flagrantes des droits de l'homme. Il est profondément troublé par l'intensification de la répression à l'encontre de la société civile et de l'opposition politique indépendante et par les restrictions de liberté religieuse en Russie. Il est également très préoccupé par les menaces et attaques perpétrées contre des opposants à l'occupation de la péninsule ukrainienne de Crimée et des membres de groupes minoritaires, et demande aux autorités d'occupation de permettre le plein accès aux spécialistes internationaux des droits de l'homme. En ce qui concerne le Yémen, il exhorte toutes les parties à respecter la cessation des hostilités, à permettre un accès humanitaire sans entrave et à s'engager à reprendre les pourparlers sous les auspices des Nations Unies afin de parvenir à une solution politique.

12. En Égypte, les organisations des droits de l'homme se heurtent au rétrécissement de l'espace politique, et l'on déplore de nombreuses arrestations, détentions ou disparitions, notamment de militants pacifiques et de membres de l'opposition. Le Bahreïn a

dissous le parti politique Al Wefaq, a retiré la citoyenneté au cheik Issa Qassim et continue d'emprisonner des militants politiques. L'Arabie saoudite restreint l'exercice des libertés d'expression, de réunion pacifique et de religion, et ne protège pas suffisamment les droits des femmes et des minorités.

13. Les États-Unis demeurent préoccupés par les informations faisant état de violences et de violations des droits de l'homme au Burundi. Ils déplorent la décision du Gouvernement burundais d'expulser les enquêteurs des Nations Unies spécialisés dans les droits de l'homme et lui demandent de coopérer avec la Commission d'enquête. Les États-Unis sont également préoccupés par les violations et violences graves commises au Soudan du Sud et par le renforcement de la dimension ethnique des menaces, des attaques ciblées et de la violence. Ils invitent le Gouvernement à permettre le déploiement sans entrave de la force de protection régionale, à permettre un accès humanitaire immédiat et à mettre en œuvre de véritables réformes politiques.

14. Le Gouvernement américain condamne l'utilisation de la force meurtrière et l'arrestation de manifestants pacifiques par le Gouvernement de la République démocratique du Congo et l'exhorte à s'engager en faveur d'un transfert des pouvoirs pacifique et démocratique et à tenir des élections présidentielles en 2017. En ce qui concerne l'Éthiopie, il est troublé par les réponses musclées aux protestations et la déclaration de l'état d'urgence, qui s'accompagne de restrictions sévères aux libertés d'expression, d'association et de réunion. Il est préoccupé par les informations faisant état de torture et de décès en détention de figures de l'opposition en Gambie, par la situation des droits de l'homme en Érythrée, ainsi que par les répressions violentes et le rétrécissement de l'espace de la société civile au Zimbabwe, en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda, au Congo et au Swaziland.

15. Les États-Unis sont préoccupés par le rétrécissement constant de l'espace de la société civile en Chine et appellent le Gouvernement chinois à mettre fin à la détention systématique des avocats et des autres défenseurs des droits et à libérer tous les prisonniers politiques. Ils exhortent de nouveau la Thaïlande à lever les restrictions aux libertés publiques, notamment aux libertés d'expression et de réunion pacifique, et appellent le Cambodge à mettre fin à ses actions contre la société civile et l'opposition

politique et à promouvoir la transparence des procédures judiciaires. Ils sont préoccupés par les informations faisant état d'exécutions extrajudiciaires aux Philippines et, tout en saluant les nouveaux dirigeants démocratiquement élus au Myanmar, ils sont troublés par les récentes flambées de violence dans l'État de Rakhine et dans l'État kachin.

16. Le Gouvernement américain demande à Cuba de mettre fin à la détention arbitraire et au harcèlement violent de militants pacifiques; au Venezuela d'engager un dialogue politique ouvert à tous, de libérer tous les prisonniers politiques et d'organiser rapidement un référendum révocatoire juste; à la Turquie de juger les responsables de la tentative de coup d'État au moyen de procédures judiciaires équitables et indépendantes; et à l'Azerbaïdjan de mettre en œuvre son récent référendum constitutionnel et de libérer tous les membres de l'opposition, les militants des droits de l'homme et les défenseurs de la liberté religieuse.

17. Au Bélarus, les élections législatives de septembre 2016 n'ont pas satisfait aux obligations internationales, et malgré les libérations de prisonniers politiques en 2015, il n'y a guère eu d'amélioration systématique en matière de droits de l'homme. Au Kazakhstan, la nouvelle loi sur les paiements risque de peser sur la société civile et de restreindre la liberté d'expression.

18. **M. Ruiz Blanco** (Colombie) dit que la Colombie est sur le point de parvenir à un accord de paix définitif, mettant fin à 50 ans de conflit armé, ce qui inaugurera une nouvelle ère pour les droits de l'homme dans son pays. Cet accord respectera les droits des victimes et permettra d'accroître les investissements dans l'éducation, la santé et le logement, en particulier pour les personnes les plus vulnérables. Le Gouvernement colombien a d'ores et déjà dédommagé près de 600 000 personnes, et les tribunaux colombiens ont prononcé plus de 1 000 condamnations pour violations des droits de l'homme. Il n'y aura aucune amnistie pour les crimes graves de portée internationale, quelles que soient les circonstances. La Colombie remercie la communauté internationale pour sa précieuse contribution au processus de paix et espère pouvoir compter sur son aide pour relever les défis de la consolidation de la paix et du développement.

19. **M^{me} Shlychkova** (Fédération de Russie) dit que les programmes des organes et organismes

internationaux chargés des droits de l'homme sont de plus en plus politisés et utilisés pour promouvoir les intérêts particuliers de certains États et groupes. Cet équilibre géographique inéquitable reflète en général davantage l'opportunisme politique que la situation réelle sur le terrain. La détérioration de la situation des droits de l'homme dans des États prétendant être des démocraties parvenues à maturité est beaucoup plus troublante que les problèmes compréhensibles que rencontrent les pays en transition vers la démocratie. En effet, les mécanismes et organes chargés des droits de l'homme devraient s'intéresser aux problèmes récurrents que rencontrent les États-Unis depuis des décennies, notamment les détentions arbitraires et pour une durée indéterminée, l'enlèvement de ressortissants étrangers en violation du droit international, l'impunité pour l'utilisation de la torture, l'utilisation inconsidérée des drones, le profilage racial, les brutalités policières et le recours à l'emprisonnement cellulaire.

20. L'Ukraine a encore des difficultés à appliquer l'état de droit, et n'a toujours pas enquêté sur les tragédies d'Odessa et de Marioupol, les crimes commis à Maïdan, les assassinats de journalistes et de nombreux cas de torture. L'Union européenne ne fait guère mieux. En effet, le phénomène de l'apatridie de masse est toujours présent dans les pays baltes. De plus, même dans les pays riches tels que la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, la Belgique et la Norvège, les défenseurs des droits de l'homme font état de la montée de l'intolérance ethnique et religieuse, de discours politiques antimigrants et xénophobes et de discriminations à l'égard des minorités ethniques et des migrants.

21. La communauté internationale ne parvient pas à faire face à l'augmentation alarmante des formes contemporaines de racisme et de néonazisme. Les États-Unis taisent l'augmentation du nombre de groupes radicaux et néonazis dans le pays, qui sont passés de 784 à 892 entre 2014 et 2016. La Russie condamne en particulier l'attitude permissive adoptée depuis de nombreuses années par l'Union européenne envers les pays baltes, qui autorisent les rassemblements et défilés de membres de la Waffen-SS et de jeunes néonazis et la dégradation et la profanation de monuments à la mémoire des antifascistes et des victimes de l'Holocauste, ainsi qu'envers la Pologne où le groupe profasciste Blood and Honours organise des festivals de musique nazie.

22. L'ingérence publique dans la vie privée des citoyens continue de poser problème. En effet, au Royaume-Uni et en Allemagne, des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme ont révélé que certains organes de sécurité et certaines administrations collectent des données sur des citoyens qui ne sont suspectés d'aucun délit. En outre, la Suède et la Belgique ont élargi les pouvoirs des services chargés de l'application des lois en matière d'écoutes et de surveillance des communications électroniques.

23. Les problèmes liés à la protection de l'enfance, y compris la traite d'enfants, le travail des enfants, la violence sexuelle, la pédopornographie, la violence familiale et la maltraitance des enfants adoptés, ainsi que les restrictions en ce qui concerne l'accès à l'éducation, à la protection sociale et aux soins de santé, sont également très préoccupants. Aux Pays-Bas, en Norvège et en Finlande, des organes chargés des droits de l'homme ont attiré l'attention sur des cas d'enfants séparés de leur famille sans raison du fait d'un examen du dossier partial. En Norvège, des familles d'accueil ont obligé des enfants musulmans à aller à l'église et à manger du porc, portant ainsi atteinte à leur liberté de religion. La Lituanie est confrontée à des niveaux élevés de délinquance juvénile et de violence au sein des familles et des institutions spécialisées, avec une augmentation de 30 % des cas de violence à l'encontre des enfants, s'agissant de sévices sexuels dans un cas sur cinq. L'augmentation de 80 % des violences sexuelles sur enfants au Royaume-Uni au cours des trois dernières années est encore plus choquante. Les atteintes à la liberté d'expression, la persécution pour opinions non conformistes et la fermeture de médias sont devenues monnaie courante, non seulement en Ukraine et dans les pays baltes, mais également en Allemagne, en Suède et au Royaume-Uni. Enfin, il convient de prêter une attention particulière à la question de l'égalité des chances pour les personnes handicapées.

24. **M. Almabruk** (Libye) dit que les progrès considérables accomplis par la communauté internationale dans le domaine des droits de l'homme sont menacés dans de nombreux pays par les conflits armés, la montée de l'extrémisme et du terrorisme, les flux importants de réfugiés et de migrants, la pauvreté persistante et les conséquences des catastrophes naturelles. En effet, de nombreux États sont dans l'incapacité de faire face aux multiples problèmes auxquels ils sont confrontés, et une réponse concertée

et multinationale, de même qu'une ferme volonté politique, sont nécessaires afin que la communauté mondiale parvienne à favoriser la prospérité ainsi qu'à promouvoir le principe de non-discrimination et la dignité humaine dans le monde entier. L'échec de cette entreprise risque en outre d'exacerber la haine et l'extrémisme et de compromettre davantage les droits de l'homme, et pourrait sérieusement menacer la paix et la sécurité internationales à long terme.

25. Malgré les difficultés que rencontre la Libye dans sa transition vers la démocratie, le Gouvernement est déterminé à respecter tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie. À cette fin, il a notamment adopté une loi criminalisant la torture, les disparitions forcées et la discrimination, et a créé plusieurs organes nationaux de contrôle des droits de l'homme, notamment le Conseil national des libertés civiles et des droits de l'homme, ainsi qu'un comité chargé de répondre aux besoins des victimes de violence sexuelle. En outre, l'Accord politique libyen de Skhirat, signé en décembre 2015, a souligné la volonté de la Libye de faire respecter les principes du droit international humanitaire et de mettre fin à l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme. La Libye estime également que les femmes peuvent jouer un rôle clef dans les efforts de prévention et de règlement des conflits et trouver des solutions pacifiques aux problèmes que rencontre le pays. Le Gouvernement s'efforce donc de veiller à leur participation effective aux mécanismes de prise de décisions en Libye.

26. La délégation libyenne reconnaît que l'instabilité chronique et l'absence de sécurité en Libye ont parfois donné lieu à des violations des droits de l'homme. Elle exhorte le Conseil des droits de l'homme à poursuivre son soutien technique et institutionnel à la Libye, notamment en coordination avec la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, afin de renforcer les efforts du pays pour faire respecter les droits de l'homme et promouvoir la justice. À cet égard, elle souligne que la Libye n'est pas en mesure de gérer efficacement le grand nombre de migrants en situation irrégulière transitant par son territoire à destination de l'Europe, ni de faire respecter leurs droits. Le Gouvernement libyen s'efforce néanmoins de lutter contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains, et coopère avec l'Organisation internationale pour les migrations afin de faciliter le retour volontaire des migrants en situation irrégulière dans leur pays

d'origine. De même, la Libye travaille en étroite collaboration avec l'Union européenne afin de lutter contre les migrations illégales et de sauver des vies en Méditerranée. Il est toutefois de plus en plus évident qu'il ne suffit pas de travailler sur les aspects sécuritaires de la migration irrégulière pour endiguer les flux migratoires et qu'il convient d'adopter des stratégies globales de développement pour lutter contre la pauvreté et faire baisser le chômage dans les pays d'origine des migrants.

27. Enfin, M. Almabruk exprime les inquiétudes de la délégation libyenne concernant les tentatives actuelles de consacrer des notions controversées (qui violent les normes religieuses, culturelles et sociales ainsi que les lois de certains États Membres) dans les projets de résolution et autres documents des Nations Unies. La délégation libyenne rejette toutes ces tentatives, qui compromettent le consensus et les travaux de l'Organisation, et espère que ses préoccupations seront prises en compte dans tous les projets de résolution soumis à la Commission à l'avenir.

28. **M^{me} Yotdamnoen** (Thaïlande) dit que son pays fait des progrès constants en ce qui concerne l'intégration des normes internationales en matière de droits de l'homme à ses lois et politiques. Au cours des dernières années, la Thaïlande a adopté et renforcé des lois dans de nombreux domaines, notamment l'égalité des sexes, la traite d'êtres humains, l'accès à la justice, la protection des personnes vulnérables et la pédopornographie. Le pays met actuellement en œuvre un plan national pour les droits de l'homme et a instauré un fonds pour la justice qui finance les frais de justice des citoyens pauvres et vulnérables.

29. La Thaïlande a accepté 187 des 249 recommandations issues du deuxième cycle de l'examen périodique universel et a d'ores et déjà engagé le processus de mise en œuvre. Elle continuera de se pencher sur les recommandations restantes. Elle a adhéré au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et a retiré la réserve qu'elle avait émise concernant l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

30. Le Gouvernement thaïlandais préconise le renforcement de la coopération régionale et internationale sur les droits de l'homme grâce à un

engagement et un dialogue constructifs et reconnaît la nécessité de cultiver une atmosphère de confiance et de respect mutuel. Il fait remarquer que la coopération technique et le renforcement des capacités en matière de droits de l'homme revêtent une importance cruciale pour les pays en développement.

31. **M. Rafee** (Émirats arabes unis) dit que les autorités compétentes de son pays s'efforcent en permanence d'élaborer une législation et des politiques nationales visant à promouvoir les droits fondamentaux de tous les membres de la société. Le Gouvernement émirien a également promulgué des lois et des politiques pour créer une société de citoyens responsables, et il estime que, pour atteindre cet objectif, il convient de faire le maximum afin de renforcer les institutions nationales et de préserver l'État-nation de l'extrémisme et du sectarisme. Il a donc élaboré des stratégies pour permettre aux jeunes de rejeter la violence et l'extrémisme et a créé un certain nombre d'instances et d'organes à cette fin, notamment le Centre Hedayah (Centre international d'excellence pour la lutte contre l'extrémisme violent), le Conseil musulman des anciens et le Forum pour la promotion de la paix dans les sociétés musulmanes. Il a également instauré le premier Ministère de la tolérance au monde, afin de mener des actions de lutte contre l'extrémisme, la discrimination et l'intolérance et de promouvoir le dialogue, le pluralisme et l'acceptation de l'autre.

32. Au lieu de considérer le développement sous un angle purement économique, les États devraient s'efforcer de promouvoir un développement véritablement axé sur l'être humain, notamment en renforçant la tolérance, le respect mutuel, l'égalité et la parité des sexes dans leurs sociétés. Les Émirats arabes unis sont convaincus que les femmes doivent jouer un rôle de premier plan dans le développement du pays et dans la préparation des jeunes à leur avenir, et accordent donc une attention particulière à l'autonomisation des femmes. Elles occupent 27 % des sièges au Parlement et le pays est un membre actif du Conseil d'administration d'ONU-Femmes, qui a récemment ouvert un bureau de liaison à Abou Dhabi afin de renforcer sa présence au Moyen-Orient. Les Émirats arabes unis mettent également tout en œuvre pour s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ont adopté une stratégie nationale de lutte contre la traite d'êtres

humains, et ont modifié leur législation afin d'améliorer la protection des victimes de la traite, des migrants et des travailleurs domestiques. En outre, conformément à une décision parlementaire adoptée en 2012, toutes les entreprises et institutions fédérales sont tenues d'inclure des femmes dans leurs conseils de direction.

33. En 2016, les Émirats arabes unis ont adopté une loi sur les droits des enfants, qui interdit toute forme d'exploitation et de violence à l'encontre des enfants et prévoit des peines sévères en cas de violation de leurs droits. Le pays compte parmi les principaux contributeurs aux projets éducatifs ciblant des millions d'enfants dans les pays à faible revenu et il est particulièrement désireux de promouvoir l'éducation des filles. À cet égard, il se félicite vivement de l'adoption par le Conseil des droits de l'homme, en juillet 2016, de la résolution 32/20 sur les moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles sur un pied d'égalité. Les Émirats arabes unis s'efforcent également d'autonomiser les personnes handicapées et de défendre leurs droits, ainsi que de favoriser leur intégration à la société. Ils ont notamment pris des mesures pour promouvoir leur accès équitable à l'éducation et à l'emploi.

34. En conclusion, M. Rafee souligne que les Émirats arabes unis se classent au deuxième rang mondial des donateurs d'aide publique au développement en proportion de leur revenu national brut. Le pays poursuivra sa coopération avec la communauté internationale afin de faire respecter les droits fondamentaux de tous les peuples du monde et de favoriser la prospérité mondiale.

35. **M. Sobral Duarte** (Brésil) dit que la promotion et la protection des droits de l'homme sont inscrites dans la Constitution brésilienne et se traduisent par l'adhésion du pays aux principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Sous quelque aspect que ce soit, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 repose sur le respect des droits de l'homme. Pourtant, dans de nombreux pays, la vulnérabilité sociale est exploitée par les tenants de la peur et du repli sur soi et, dans le monde entier, des individus sont encore confrontés à la discrimination fondée sur la foi, la race, le statut social et économique, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. De longs conflits ont fait des milliers de victimes civiles et les déplacés de force n'ont jamais été aussi nombreux. Il convient donc de protéger les

droits de toutes les personnes déplacées, conformément au droit international des droits de l'homme, quel que soit leur statut migratoire.

36. Le Brésil est préoccupé par l'incidence néfaste de la surveillance et de l'interception des communications numériques, notamment en dehors du territoire national et à grande échelle, sur l'exercice du droit à la vie privée, et souligne qu'il faut promouvoir et défendre les principes de légalité, de nécessité et de proportionnalité. Le Gouvernement brésilien se porte coauteur de projets de résolution sur le droit à la vie privée à l'ère du numérique et appelant à un moratoire sur l'application de la peine de mort. Il apprécie vivement le soutien des autres États Membres, qui l'ont élu au Conseil des droits de l'homme pour la période 2017-2019.

37. **M. Aboulatta** (Égypte) dit que, malgré l'adoption de nombreux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, il reste beaucoup à faire pour que ce cadre mondial se traduise par des améliorations concrètes de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans de nombreuses régions du monde. En effet, la violence, l'extrémisme et le terrorisme sont en augmentation, et des millions de personnes continuent de vivre dans l'extrême pauvreté, dans les zones de conflit ou sous occupation étrangère. Dans le même temps, des millions de réfugiés contraints de fuir leur patrie se heurtent à la haine et à la discrimination ou perdent la vie en tentant désespérément de trouver refuge à l'étranger.

38. Certains États qui prétendent être de fervents défenseurs des droits de l'homme et des libertés fondamentales tentent de servir leurs propres intérêts politiques en faisant de ces droits et libertés un prétexte pour s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres États. Dans le même temps, aux États-Unis, par exemple, les forces de l'ordre se rendent coupables de délits d'homicide sur des migrants et des Afro-Américains. Aucun autre pays au monde n'envoie en prison une proportion aussi importante de sa population que les États-Unis, pays où la discrimination raciale est omniprésente dans le système de justice pénale. L'Égypte est également très préoccupée par le fait que l'Union européenne adopte actuellement des mesures qui enfreignent le droit international des réfugiés pour empêcher leur entrée en Europe. Il est à noter que, dans de nombreux pays européens, la xénophobie et l'islamophobie

s'amplifient, des mesures discriminatoires sont prises à l'encontre des minorités et les partis d'extrême droite gagnent des électeurs.

39. La délégation égyptienne estime que la mise en œuvre du programme international en matière de droits de l'homme doit se faire sur la base d'un dialogue intergouvernemental et dans le respect des principes d'impartialité, d'universalité, de non-politisation et de non-sélectivité. Les droits de l'homme ne doivent jamais être utilisés de manière sélective à des fins d'ingérence dans les affaires intérieures des États Membres. De plus, il importe d'adopter une approche globale des questions relatives aux droits de l'homme en rapport avec les droits civils et politiques, les droits économiques, sociaux et culturels et le droit au développement. Il est également essentiel que tous les organismes des Nations Unies qui traitent des droits de l'homme respectent leur mandat et se gardent de le contourner par des interprétations élastiques en vue d'entreprendre de nouvelles activités ou initiatives controversées.

40. **M^{me} Stener** (Norvège) dit que le nombre record de personnes déplacées montre bien que les États ne parviennent pas à protéger et à promouvoir les droits fondamentaux de leurs citoyens. Les conflits et les crises ne sauraient, en aucun cas, constituer une excuse pour fermer les yeux sur les violations des droits de l'homme ou pour la répression. La communauté internationale doit intensifier ses efforts pour promouvoir et défendre les droits de l'homme. Elle doit, à cette fin, consolider et mettre en œuvre les normes et garanties relatives aux droits de l'homme, et renforcer les institutions internationales en charge des droits de l'homme, telles que le HCDH, notamment en veillant à ce qu'elles disposent des ressources humaines et financières adéquates.

41. Les extrémistes violents constituent une menace directe pour les droits de l'homme et doivent répondre de l'ensemble des infractions et crimes qu'ils commettent. Toutefois, les efforts déployés par les États pour lutter contre l'extrémisme violent doivent être conformes aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international. Ils doivent reconnaître la valeur de la liberté d'expression, non seulement en tant que droit universel et condition préalable à la démocratie et à la bonne gouvernance, mais également en tant que rempart ultime contre la répression, la violence et le conflit. La Norvège exhorte tous les États à unir leurs forces pour protéger les défenseurs

des droits de l'homme, dont la situation, déjà difficile, s'aggrave dans certains endroits.

42. La Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde, créée par la Norvège, le Chili, l'Indonésie, le Malawi et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, a présenté au Secrétaire général un rapport sur les domaines prioritaires pour parvenir à réaliser en une génération la scolarisation de tous les enfants, et la Norvège espère que les États Membres donneront suite à ses recommandations. Opposée à la peine de mort en toutes circonstances, la Norvège a accueilli, en juin 2016, le sixième Congrès mondial contre la peine de mort, qui réunissait États abolitionnistes et États favorables au maintien de la peine capitale. La Norvège exhorte tous les États à prendre position contre la peine de mort au sein de la Commission.

43. Les États Membres doivent s'employer à renforcer la capacité du Conseil des droits de l'homme à promouvoir et protéger les droits de l'homme. La Norvège a conscience du rôle crucial joué par la société civile dans les travaux du Conseil et estime que d'autres organismes des Nations Unies, y compris la Commission, gagneraient à faire preuve de plus de transparence, d'ouverture et de diversité.

44. **M. Landry** (Observateur du Saint-Siège) dit que le droit fondamental à la vie doit être protégé à toutes les étapes, de la conception à la mort naturelle. Malheureusement, le droit à la vie de l'enfant à naître, des migrants, des victimes de conflits armés, des pauvres, des personnes âgées et des personnes condamnées à la peine de mort continue d'être passé sous silence ou minimisé. La délégation du Saint-Siège se félicite en particulier du rapport du Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination dans ce contexte (A/71/310), qui reconnaît l'obligation qu'ont les États de remédier aux privations systémiques du droit à la vie liées à la pauvreté, à l'extrême précarité du logement et au sans-abrisme. Elle se félicite également du consensus croissant sur l'abolition de la peine de mort.

45. Le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion dépasse la simple tolérance et ne se limite pas à la sphère privée. Malheureusement, des êtres humains continuent d'être persécutés, emprisonnés et tués en raison de leurs convictions religieuses. Dans

certains pays, la persécution des minorités religieuses et ethniques a atteint un tel niveau que cela constitue une violation grave du droit international des droits de l'homme. Les communautés religieuses elles-mêmes se rendent parfois coupables de persécutions, sur la base d'interprétations intolérantes des croyances religieuses. Dans certains cas, lorsqu'elle sert à définir l'identité nationale, la religion peut favoriser la discrimination et la stigmatisation dans les domaines de l'éducation, des soins de santé et du droit de la famille, en vue de limiter la liberté des autres groupes religieux. Tous les États ont l'obligation de protéger le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de croyance.

46. **M^{me} Nguyen** Phuong Nga (Viet Nam) dit que la promotion et la protection des droits de l'homme est un but essentiel de l'Organisation des Nations Unies, indispensable pour atteindre son objectif de promotion du progrès social. Tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement, sont universels, indivisibles et indissociables et doivent être traités sur un pied d'égalité, et les droits souverains et les circonstances historiques, sociales, culturelles et de développement des États doivent être respectés, afin de renforcer la compréhension mutuelle, la confiance, le dialogue et la coopération.

47. Le Viet Nam fait tout ce qui est en son pouvoir pour préserver la paix et la stabilité, promouvoir le développement durable et protéger les droits de l'homme. Il place l'être humain au centre du développement et a intégré à sa législation les pactes internationaux et les autres instruments auxquels il est partie. Il a également présenté deux rapports nationaux au titre de l'examen périodique universel et s'est engagé à mettre en œuvre toutes les recommandations acceptées. Le Viet Nam demeure toutefois confronté à des problèmes, notamment aux effets des changements climatiques, qui font obstacle à la réalisation des droits à l'alimentation, à la santé, à l'éducation et à un logement suffisant. Par conséquent, le Gouvernement vietnamien apprécierait d'être aidé pour faire face à ces défis.

48. **M. Teo** (Singapour) dit qu'il ne saurait y avoir de solution toute faite en ce qui concerne les droits de l'homme, les circonstances et problèmes variant d'un pays à l'autre. Les États Membres partagent des objectifs communs en matière de droits de l'homme, mais chaque pays doit mettre en œuvre les politiques et les pratiques les mieux adaptées à ses besoins, dans le respect de ses obligations internationales. Cela

n'empêche pas d'œuvrer de concert pour atteindre des objectifs communs, tels que la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

49. Le Gouvernement singapourien met en œuvre des lois et des politiques pleinement conformes à ses obligations internationales en matière de droits de l'homme et s'efforce d'instaurer une société juste et inclusive. Grâce à ses politiques et choix pertinents, les communautés de Singapour cohabitent de façon pacifique et harmonieuse, bien que le pays soit densément peuplé et connaisse une forte diversité raciale et religieuse. Le Gouvernement a parfois dû intervenir pour le bien commun et prendre des mesures impopulaires auprès d'une partie de la population.

50. Singapour fait preuve de fermeté en ce qui concerne l'extrémisme, qu'il soit racial ou religieux. Le pays interdit à quiconque de se servir de la liberté d'expression pour dénigrer d'autres religions ou groupes ethniques et souligne que ce droit s'accompagne de responsabilités. En raison de la montée en puissance des religions et de l'exposition aux idéologies extrémistes et aux médias sociaux, les gouvernements se doivent plus que jamais de faire participer les différents groupes et de trouver un équilibre entre leurs intérêts concurrents. Grâce à son approche pragmatique des droits de l'homme, Singapour a réussi à avancer sur la voie du développement et à faire progresser les droits de sa population.

51. **M^{me} Al-Temimi** (Qatar) dit que les droits de l'homme sont au cœur des politiques de son pays, en ce qui concerne l'éducation, l'environnement, la santé, les enfants, les personnes âgées et l'autonomisation des femmes, et que, grâce à ses efforts dans ces domaines, le Qatar occupe la première place du monde arabe et la trente-deuxième place mondiale au classement de l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement. Le Qatar est déterminé à s'attaquer aux problèmes qui entravent ses efforts de promotion des droits de l'homme, et poursuivra son engagement, en toute ouverture et transparence, auprès des rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur les questions relatives aux droits de l'homme.

52. Le Qatar en est à son troisième mandat consécutif au sein du Conseil des droits de l'homme, et est fier d'accueillir le Centre de formation et de documentation

des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe. En outre, en janvier 2016, le Qatar a accueilli une conférence régionale sur le rôle du HCDH dans la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région arabe. Le Qatar a également lancé de nombreuses initiatives pour aider les États sortant d'un conflit à reconstruire leurs sociétés et s'est notamment penché sur la question de la promotion du droit à l'éducation dans les situations d'urgence. Parmi ces initiatives figurent l'initiative « Éduquer un enfant » et le Fonds qatarien pour la promotion de l'éducation des Syriens (QUEST).

53. Le Qatar est très inquiet au sujet des actions en cours des forces israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, notamment au sujet des restrictions imposées à la circulation des civils, des démolitions d'habitations, de la confiscation de terres palestiniennes et des restrictions imposées à la liberté de culte des Palestiniens et à leur accès aux sites religieux. Le recours par Israël à une puissance militaire écrasante contre des Palestiniens non armés constitue une violation flagrante du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Le Qatar appelle la communauté internationale à intervenir pour protéger les Palestiniens et veiller au respect de leurs droits fondamentaux. La communauté internationale doit par ailleurs contraindre Israël à renoncer à ses pratiques illégales et veiller à ce que tous les auteurs de violations des droits de l'homme fassent l'objet de poursuites.

54. Le Qatar est également vivement préoccupé par les graves violations des droits de l'homme perpétrées par le régime syrien contre la population civile syrienne. Figurent parmi les crimes de ce régime les bombardements aveugles d'habitations, d'écoles, d'hôpitaux et d'infrastructures civiles essentielles, ainsi que l'arrestation, la torture et le meurtre de milliers de civils. Il est impératif que la communauté internationale assume sa responsabilité morale et juridique et mette fin au bain de sang et aux atrocités qui ont lieu en Syrie.

55. Le Gouvernement qatarien réaffirme son engagement à travailler en étroite collaboration avec la communauté internationale pour protéger et promouvoir les droits de l'homme au Qatar, dans la région et bien au-delà. La délégation qatarienne invite les États Membres à intensifier et coordonner leurs

efforts pour faire respecter les droits de l'homme, favoriser la paix et promouvoir la justice dans le monde.

56. **M. Grant** (Canada) dit qu'à aucun moment dans l'histoire de l'humanité il n'y a eu une telle conscience mondiale des droits de l'homme universellement reconnus, ni un tel dispositif d'appui. Pourtant, les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits commises par des acteurs étatiques et non étatiques se poursuivent, et les tentatives visant à contourner les obligations internationales relatives aux droits de l'homme en invoquant des circonstances exceptionnelles ou uniques érodent la confiance dans les institutions et structures de défense des droits de l'homme. Le climat d'impunité pour les violations des droits de l'homme est un obstacle majeur au développement durable, à la paix et à la sécurité. Le Canada est troublé par les efforts visant à faire taire la société civile et les défenseurs des droits de l'homme, aussi bien dans le monde entier qu'au sein de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que par la tendance mondiale à la baisse du respect de la différence et au manque d'appréciation des bienfaits de la diversité, ce qui a une incidence directe sur le respect des droits de l'homme. Le pays a adopté le pluralisme et l'inclusion et sait d'expérience que la diversité, l'inclusion et l'engagement civique sont source de puissance économique, sociale et culturelle.

57. Le Gouvernement canadien est déterminé à relever les défis auxquels il est confronté au plan national en matière de droits de l'homme et a pris des mesures concrètes en faveur de la réinstallation et de l'intégration des réfugiés, de l'égalité des sexes et des droits de l'homme, y compris les droits des peuples autochtones. La réinstallation au Canada de 25 000 réfugiés syriens au cours de ces derniers mois traduit son engagement à promouvoir un changement positif dans le pays et à l'étranger. Il continuera à œuvrer, par l'intermédiaire de la Commission, pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et pour lutter contre l'augmentation des restrictions imposées à la société civile, aussi bien en ligne qu'hors ligne.

58. **M. Al-Hussaini** (Iraq) dit que, conformément à ses obligations au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, le Gouvernement démocratique iraquien a adopté une législation visant à renforcer les droits et libertés fondamentaux, promouvoir et protéger les droits des femmes, des enfants et des minorités, et renforcer le rôle et

l'indépendance du pouvoir judiciaire. Les droits des Iraquiens sont inscrits dans la Constitution nationale, et l'Iraq a adhéré à huit des neuf principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

59. L'Iraq ne ménage pas ses efforts pour encourager toutes les sectes et communautés de la société iraquienne à participer pleinement à la vie publique. Le Gouvernement a également adopté des politiques de promotion de la parité des sexes, et les femmes iraqiennes occupent d'ores et déjà des postes de premier plan en politique, dans les affaires, la diplomatie, le milieu universitaire et la magistrature. Afin de renforcer les droits des enfants, l'Iraq a signé deux des protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant et a créé l'Autorité de protection de l'enfance, chargée du suivi de la mise en œuvre de la Convention. L'Iraq a également promulgué des lois visant à protéger les identités culturelles et les droits de ses minorités ethniques, religieuses et linguistiques, et la Constitution consacre le droit de tous les Iraquiens à la liberté de croyance et de culte. Le Gouvernement iraquien a mis en œuvre des politiques visant à promouvoir la tolérance, la compréhension mutuelle et la solidarité entre ses diverses communautés ethniques et religieuses, et la législation iraquienne interdit toute forme d'incitation à la discrimination ou à la persécution religieuse et ethnique. En outre, pour renforcer la liberté des médias et le droit à la liberté d'opinion et d'expression, il a accordé des licences de diffusion à plus de 80 chaînes de télévision et permet à de nombreux organes de diffusion internationaux de travailler en toute liberté dans le pays.

60. Bien que le Gouvernement mène des opérations militaires de grande ampleur pour libérer un certain nombre de villes iraqiennes tombées entre les mains du groupe terroriste EIIL, il est attaché au respect de ses obligations en vertu du droit international humanitaire, et prend toutes les mesures possibles pour protéger les civils sur le théâtre des opérations.

61. En conclusion, M. Al-Hussaini remercie tous les États Membres qui ont appuyé la candidature de l'Iraq à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2017-2019. En tant que membre du Conseil, l'Iraq fera tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le monde entier.

62. **M. Menelaou** (Chypre) dit que son pays est résolu à protéger pleinement les droits de l'homme et à

instaurer la responsabilité inconditionnelle pour toutes les violations des droits de l'homme. Chypre s'est porté auteur de la résolution 33/20 du Conseil des droits de l'homme sur les droits culturels et la protection du patrimoine culturel et appelle à une résolution ferme du Conseil de sécurité limitant universellement le commerce et le transfert d'objets provenant de zones de conflit. Le récent arrêt de la Cour pénale internationale dans l'affaire *Le Procureur c. Ahmad Al Faqi Al Mahdi*, qui reconnaît l'accusé coupable de crime de guerre pour avoir attaqué des bâtiments religieux et historiques au Mali, crée un précédent permettant de poursuivre les attaques contre les sites religieux en tant que crimes de guerre, indépendamment de leur importance historique.

63. Chypre exprime son inquiétude au sujet des événements récents en Turquie. Tout en condamnant la tentative de coup d'État et en exprimant son soutien aux institutions légitimes du pays, la délégation chypriote souligne la nécessité de respecter la démocratie, les droits de l'homme et les libertés fondamentales en pleine conformité avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme.

64. Depuis 1974, le peuple chypriote est privé collectivement du droit fondamental à l'existence pacifique. En effet, les troupes d'occupation turques sont toujours présentes et 200 000 Chypriotes grecs sont toujours déplacés à l'intérieur du territoire. En colonisant les zones occupées, la Turquie tente de modifier illégalement la démographie de l'île. Les personnes enclavées subissent des violations quotidiennes de leurs libertés et droits fondamentaux, notamment la censure des manuels scolaires, les révocations arbitraires des enseignants, le vandalisme dans les églises et cimetières, l'intimidation des fidèles et le refus arbitraire de demandes de services religieux. Il reste encore à identifier plus des deux tiers des dépouilles des 2 001 disparus et le temps presse, compte tenu de l'âge avancé des proches et des témoins. La Turquie doit donc autoriser immédiatement l'accès sans restriction à toutes les zones et apporter des preuves de l'élimination délibérée des dépouilles. Toute solution globale, juste et durable au problème chypriote passera nécessairement par le respect des droits de l'homme de tous les Chypriotes, indépendamment de leur origine ethnique ou de leur religion.

65. **M. Thant Sin** (Myanmar) dit que chaque pays a le droit de choisir sa propre voie économique et sociale. L'action de la communauté internationale en matière de promotion et de protection des droits de l'homme devrait être menée par le biais d'un dialogue constructif caractérisé par l'objectivité, l'impartialité et le respect de la souveraineté nationale. Le Myanmar collabore avec la communauté internationale pour partager les meilleures pratiques dans le domaine des droits de l'homme. Actuellement, le Gouvernement modifie ou abroge des lois obsolètes afin de mettre un terme aux conflits, à la discrimination, aux inégalités et aux injustices. En outre, il espère devenir partie au Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dans un avenir très proche, il est sur le point de ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, et il prend des mesures pour ratifier les autres instruments relatifs aux droits de l'homme ou y adhérer.

66. Le Myanmar coopère constamment avec les mécanismes des droits de l'homme, et le HCDH l'aide dans ses efforts de promotion des droits de l'homme. Afin de mettre en œuvre les 166 recommandations acceptées à l'issue du deuxième cycle de l'examen périodique universel, il crée actuellement un groupe de travail qui mènera des consultations avec la société civile tout au long du processus. Compte tenu de ses réalisations et de son engagement sans réserve en faveur de tous les droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'état de droit, le Myanmar mériterait d'être rayé des ordres du jour de la Commission et du Conseil des droits de l'homme.

67. **M. Pouleas** (Grèce) dit que, pour promouvoir efficacement les droits de l'homme, les États Membres doivent œuvrer ensemble à l'élaboration d'un solide système multilatéral des droits de l'homme fondé sur le rapprochement et l'incitation à une coopération constructive afin de produire des résultats tangibles sur le terrain. La Grèce a adressé une invitation permanente à tous les mécanismes internationaux des droits de l'homme et s'est acquittée de ses obligations en matière de présentation de rapports. Elle a récemment présenté sa candidature pour devenir membre du Conseil des droits de l'homme pour 2019-2021 et a adopté un plan d'action national sur les droits de l'homme.

68. Pour compenser les effets négatifs de la crise économique, le Gouvernement grec a pris des mesures

pour venir en aide en priorité aux secteurs les plus vulnérables de la société. En réponse à la crise des migrants/réfugiés, il continuera de travailler conjointement avec toutes les parties prenantes concernées, en mettant l'accent sur le partage des obligations, en s'attaquant aux causes profondes et, avant tout, en sauvant des vies. Compte tenu de l'importance capitale de l'éducation, il met actuellement en œuvre un plan d'action pour l'éducation des enfants migrants et réfugiés. La Grèce protège la liberté d'expression, en ligne et hors ligne, en tant que condition préalable à la paix, à la démocratie et à la bonne gouvernance, et se penche sur la question de la sécurité des journalistes et professionnels des médias à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme.

69. Quarante-deux ans après l'invasion militaire et l'occupation illégale de plus d'un tiers du territoire de Chypre, en dépit de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme et des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, les droits de l'homme et les libertés fondamentales du peuple chypriote sont toujours bafoués. La Turquie continue d'empêcher près de 200 000 Chypriotes grecs déplacés à l'intérieur du territoire de regagner leurs foyers ancestraux, et les nombreuses ventes illégales de propriétés chypriotes grecques ne font qu'aggraver le problème. La Turquie refuse également aux Chypriotes grecs enclavés la pleine protection de leurs droits fondamentaux, y compris de leur droit de propriété. La Grèce attache une importance particulière à la question des disparus, ressortissants grecs pour certains d'entre eux, et est sérieusement préoccupée par le pillage généralisé et la destruction du patrimoine culturel chrétien et hellénique dans la zone occupée. La Grèce appuie les efforts en faveur d'un règlement complet, durable et juste du problème de Chypre, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux principes et valeurs de l'Union européenne. L'évolution récente de la situation n'a fait que renforcer la position que la Grèce défend depuis longtemps, à savoir que le retrait complet des forces d'occupation turques et la suppression du système de garanties sont des conditions préalables au règlement de la question.

70. **M^{me} Gebrekidan** (Érythrée) dit que la coopération internationale en matière de droits de l'homme doit accorder la même importance aux deux pactes internationaux. La coopération et la solidarité

internationales seraient renforcées si tous les pays mettaient en œuvre les droits de l'homme universellement reconnus. Le débat sur les droits de l'homme n'a de sens que s'il traite de la pauvreté, de l'instabilité, de l'occupation et des sanctions injustifiées.

71. L'Érythrée demeure attachée au renforcement de son partenariat croissant avec le HCDH. En mai 2016, elle a signé un accord avec l'Organisation des Nations Unies pour renforcer sa capacité nationale à mettre en œuvre ses engagements au titre de l'examen périodique universel.

72. La délégation érythréenne est d'avis que les préoccupations relatives aux droits de l'homme doivent être abordées par le biais d'un véritable dialogue et d'un engagement constructif plutôt que de mandats par pays, qui sont politisés, conflictuels et contre-productifs. Elle s'inquiète de l'application de plus en plus fréquente de deux poids, deux mesures, aussi bien dans la région qu'au niveau mondial. En effet, ces mêmes États qui critiquent son bilan en matière de droits de l'homme ont donné leur feu vert à un pays de la région pour commettre de graves violations des droits de l'homme, tuer des manifestants pacifiques et imposer la loi martiale.

73. **M^{me} Mainali** (Népal) dit que les droits de l'homme sont la clef de voûte de la démocratie, de la gouvernance et du développement durable. Le Népal est partie à 24 instruments relatifs aux droits de l'homme, et la Constitution de 2015 garantit les droits politiques, sociaux, culturels et économiques fondamentaux tout en interdisant la discrimination dans l'application des lois. Le Gouvernement népalais met actuellement en œuvre son quatrième plan d'action national pour les droits de l'homme, des politiques et plans d'action nationaux complets sur les instruments relatifs aux droits de l'homme et un plan d'action sur les résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) du Conseil de sécurité en vue de garantir la participation effective des femmes dans le processus de paix et de développement d'après conflit. Il applique une politique de tolérance zéro pour la violence à l'égard des femmes et s'emploie à renforcer la capacité de toutes les institutions nationales des droits de l'homme, dont certaines ont été constitutionnalisées. Afin de régler les problèmes de violations des droits de l'homme durant la période de conflit, le Népal a créé une commission d'enquête sur les disparitions et une commission de vérité et réconciliation. Il reconnaît

également le rôle positif des médias, de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme.

74. Le Népal a présenté son deuxième rapport au titre de l'examen périodique universel en novembre 2015 et fera tout son possible pour honorer ses engagements en vue d'harmoniser son infrastructure juridique. Le quatorzième plan de développement népalais vise l'élimination de la pauvreté et de la faim, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables. Le Gouvernement népalais s'efforce d'intégrer à ses politiques le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Compte tenu de ses contributions et de son engagement de longue date en faveur des droits de l'homme, ainsi que de la nécessité d'une représentation équitable, le Népal espère que les États Membres soutiendront sa candidature au Conseil des droits de l'homme.

75. Les travailleurs migrants sont parmi les groupes les plus vulnérables. En effet, la discrimination, l'intolérance et la privation de services de base portent atteinte à leurs droits fondamentaux à l'étranger. Il convient donc de faire des efforts sérieux et concertés pour protéger leurs droits, notamment grâce à la mise en œuvre intégrale de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants.

76. **M. Saito** (Japon) dit que son pays est bien décidé à jouer un rôle encore plus actif dans la protection et la promotion de tous les droits de l'homme. Malgré le rapport accablant de la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée de 2014 (A/HRC/25/63), on n'observe aucun signe d'amélioration. Par conséquent, le Japon et l'Union européenne ont de nouveau décidé de parrainer un projet de résolution sur cette question. La délégation japonaise se félicite de la nomination du nouveau Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée et espère que, avec l'aide des experts indépendants, il sera en mesure de recommander des mécanismes de responsabilité pour les violations des droits de l'homme dans ce pays. Il convient de remédier au plus vite à l'une des plus graves violations des droits de l'homme, à savoir l'enlèvement de ressortissants étrangers, compte tenu de l'âge avancé des personnes enlevées et des membres de leur famille.

77. Vivement préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire et des droits de l'homme en Syrie, le Japon condamne fermement les attaques

répétées contre des hôpitaux et des installations médicales à Alep, et appelle la communauté internationale à prendre des mesures immédiates pour rétablir la cessation des hostilités. Il invite toutes les parties au conflit à respecter pleinement le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire et à garantir l'accès humanitaire illimité. Le processus politique doit être repris en vue d'une solution à long terme.

78. La communauté internationale devrait accorder une attention particulière à la situation au Yémen et demander que soient pleinement établies les responsabilités pour toutes les violations des droits de l'homme. Le Japon continue d'appuyer l'action des Nations Unies et d'autres entités pour arbitrer le conflit et parvenir à instaurer la paix et la stabilité dans ce pays.

79. **M^{me} Byaje** (Rwanda) dit que les migrations et déplacements massifs, les catastrophes naturelles, les épidémies ainsi que les troubles et les conflits sont de plus en plus courants, et que des gens continuent de souffrir dans une extrême misère. Cette situation ne peut que conduire, dans la plupart des cas, à de flagrantes violations des droits de l'homme et nécessite une réorientation radicale de l'approche mondiale des droits de l'homme. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 doit être mis en œuvre de manière stratégique afin de remédier à cette situation.

80. Pour un pays ayant connu les pires violations des droits de l'homme pendant le génocide contre les Tutsis, la promotion et la protection des droits fondamentaux et du bien-être socioéconomique de tous constituent une priorité absolue. Le Gouvernement rwandais est très attaché à l'état de droit, aux droits de l'homme, à la transparence, à la participation, à l'inclusion et à la gouvernance démocratique, comme en témoignent sa politique Vision 2020 et sa stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté.

81. Les libertés d'association et de réunion sont garanties par la Constitution. Il y a eu une explosion du nombre de stations de radio, de journaux et de sites Web d'information au niveau local, et un réseau de journalistes organise des débats communautaires sur les chaînes de radio et de télévision locales. Contrairement à ce que prétendent les États-Unis, le Rwanda jouit une société civile dynamique, qui est pleinement associée aux programmes et projets

publics, qui participe aux débats d'orientation et qui propose des stratégies de rechange. Le Gouvernement rwandais a lancé un programme de renforcement de la société civile sur les plans institutionnel, technique et financier, de façon à lui permettre de contribuer activement à la gouvernance réceptive et responsable.

82. **M^{me} Izanova** (Kazakhstan) dit que, grâce à une réforme générale, la promotion et la protection des droits de l'homme sont désormais ancrées dans la culture politique de son pays. Le Gouvernement kazakh travaille en étroite collaboration avec les organes conventionnels des droits de l'homme. Ainsi, en juin 2016, il a présenté son deuxième rapport national au titre de l'examen périodique universel, et il a d'ores et déjà commencé à mettre en œuvre les recommandations. Son plan d'action national en faveur des droits de l'homme tient compte des recommandations du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Dans le cadre de ce plan d'action, le Gouvernement a créé le Ministère des affaires religieuses et de la société civile, doté d'un groupe de travail permanent sur les relations avec les organisations non gouvernementales, et il a institué plus de 200 conseils publics au sein de l'administration afin de promouvoir la coopération avec la société civile.

83. Dans le contexte actuel de montée de l'intolérance religieuse et de la violence, le Kazakhstan attache une grande importance à l'harmonie interconfessionnelle et interethnique. Tous les trois ans, le pays accueille le Congrès des dirigeants de religions mondiales et traditionnelles, qui offre une vaste tribune pour le dialogue et la coopération.

84. **M. Joshi** (Inde) dit que les titulaires de mandats au titre de procédures spéciales revêtent une grande importance dans le dispositif des Nations Unies pour les droits de l'homme en ce qui concerne le renforcement de l'engagement constructif avec les États Membres. Pour être efficaces, ils doivent rester indépendants et impartiaux et s'en tenir à leurs mandats et au code de conduite. Ils doivent s'efforcer de promouvoir un véritable dialogue et doivent émettre des recommandations constructives, spécifiques à leurs mandats, pertinentes dans le contexte national sans être ni motivées par une idéologie ni conflictuelles. En dépit de l'exigence d'une représentation géographique équitable et d'une représentation appropriée des différents systèmes juridiques, près de la moitié des

titulaires de mandats viennent d'une seule région. En outre, il est préoccupant de constater que le Conseil des droits de l'homme compte de plus en plus sur des contributions volontaires et des fonds réservés pour soutenir le mécanisme extraconventionnel, l'affectation de crédits ayant souvent pour conséquence de privilégier certains mandats et pouvant nuire à leur image d'indépendance. Pour renforcer la confiance des États Membres dans le mécanisme extraconventionnel, il convient de proposer à tous les titulaires de mandats un appui financier et professionnel équitable dans le cadre d'une procédure transparente, et de prendre des mesures pour résoudre les conflits d'intérêts potentiels et garantir une information complète quant aux sources et utilisations des financements.

85. La tendance croissante à utiliser les droits de l'homme comme des outils politiques et à recourir à la méthode de la dénonciation publique sélective et à la surveillance intrusive nuit à la crédibilité du système des droits de l'homme. L'Organisation des Nations Unies doit s'attacher à promouvoir un véritable dialogue et à renforcer les capacités nationales, sans assortir cette aide de conditions externes ou de prescriptions idéologiques.

86. Le droit au développement sous-tend tous les autres droits de l'homme. L'Inde se félicite de la nomination du nouveau Rapporteur spécial sur le droit au développement, dont le mandat complètera les efforts du Groupe de travail sur le droit au développement et contribuera à renforcer le partenariat mondial pour le développement durable sous l'angle du droit au développement.

87. Les titulaires de mandats au titre de procédures spéciales ont l'obligation de renforcer la responsabilité nationale et internationale d'élimination de la pauvreté suivant un calendrier précis. Ils doivent également aider les États Membres à éliminer tout soutien direct ou indirect aux terroristes ou à leurs alliés. La communauté internationale ne peut en effet plus se permettre de prendre des demi-mesures contre le terrorisme, qui est devenu le principal obstacle à la pleine jouissance de tous les droits de l'homme. Enfin, ils doivent s'efforcer de promouvoir la cohérence des politiques entre les États Membres en ce qui concerne la mondialisation, car les pays en développement assument les coûts de la mondialisation de manière disproportionnée sans en retirer les avantages correspondants.

88. **M. Ghaebi** (République islamique d'Iran) dit que son pays demeure très préoccupé par la situation de la population autochtone et d'autres violations des droits de l'homme au Canada. Les promesses du Canada de mettre fin aux violations des droits de l'homme sur son territoire n'ont pas été suivies d'effets. Le racisme systématique et les maltraitances de la population autochtone se traduisent par un mauvais état de santé, un faible niveau d'éducation et des conditions d'emploi médiocres. Les personnes de couleur subissent des violences fréquentes, notamment l'emploi excessif de la force et la violence sexuelle de la part de policiers durant les gardes à vue. Selon l'office national de statistique, les femmes autochtones ont maintes fois plus de risques que les autres femmes d'être assassinées ou de subir des violences. D'autres groupes, notamment les communautés musulmane, asiatique et africaine, les migrants et les réfugiés, les personnes handicapées ainsi que les femmes, subissent également des discriminations et des violations des droits de l'homme.

89. Les violations des droits de l'homme par les États-Unis, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, demeurent monnaie courante. Il s'agit de disparitions involontaires et de torture, d'incarcérations dans des prisons et centres de détention secrets, d'assassinats ciblés, de frappes de drones et d'autres opérations secrètes. Du fait des choix politiques, commerciaux et financiers des États-Unis, notamment l'imposition de sanctions coercitives unilatérales, des millions de personnes dans le monde sont privées de leur droit au développement ou subissent les effets dévastateurs de leurs politiques d'immigration injustes et inflexibles. Au plan national, le système de justice pénale américain est rongé par l'injustice systématique, notamment le profilage racial et religieux et l'incarcération disproportionnée des minorités, en particulier les musulmans, les Afro-Américains et les Hispano-Américains.

90. Dans de nombreux pays européens, le sentiment anti-immigrés, la xénophobie et l'islamophobie ne faiblissent pas. L'Iran est également préoccupé par le recours fréquent à la détention pour les migrants et les demandeurs d'asile, l'absence de garanties dans les procédures d'appel en matière d'asile et l'absence de soutien aux demandeurs d'asile déboutés qui ne peuvent être renvoyés dans leur pays d'origine. Des milliers d'enfants migrants sont exposés à de sérieux risques d'exploitation sexuelle et de traite d'êtres

humains, aggravant ainsi leur traumatisme, et certains États ont institué des mesures restrictives de franchissement des frontières, découragent les migrants et les demandeurs d'asile de rester sur leurs territoires et criminalisent la fourniture d'aide aux migrants en situation irrégulière.

91. **M^{me} Bird** (Australie) dit que, si l'Australie est élue au Conseil des droits de l'homme, elle continuera de démontrer son ferme engagement en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme, tant au plan national qu'à l'étranger. L'Australie est préoccupée par l'augmentation du nombre d'actes de violence et de cas de violation des droits de l'homme fondés sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre réelle ou supposée des individus. Même s'il s'agit là de questions sensibles pour un grand nombre de personnes, tous s'accordent à penser que nul ne devrait être victime de stigmatisation, de discrimination, de violence ou de maltraitance, quel qu'en soit le motif. Les États Membres devraient s'inspirer des principes d'universalité et de non-discrimination à cet égard et par rapport à d'autres groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants, les personnes handicapées, les peuples autochtones et les minorités ethniques et religieuses. La vulnérabilité est particulièrement exacerbée en période de crise. Il convient de travailler avec un large éventail de partenaires pour traiter des violations des droits de l'homme à l'international et développer leur promotion et leur protection. L'engagement actif de la société civile et des institutions nationales des droits de l'homme renforce l'action de l'Organisation des Nations Unies.

92. L'Australie accueillera prochainement la visite de cinq rapporteurs spéciaux et se félicite de l'engagement de la société civile dans ces visites. Le pays a parrainé la résolution 33/15 du Conseil des droits de l'homme relative aux institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, et a appuyé la demande de la Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights lors de la récente session du Comité chargé des organisations non gouvernementales.

93. L'Australie réaffirme sa volonté de promouvoir les droits consacrés dans les pactes internationaux. Elle demeure convaincue de l'efficacité du processus d'examen périodique universel, et continuera de soutenir l'initiative « Les droits de l'homme avant tout ».

94. **M. Bouassila** (Algérie) dit que le droit au développement est un droit universel et inaliénable et fait partie intégrante de l'ensemble des droits de l'homme et libertés fondamentales universellement reconnus. Pour les personnes privées de leurs droits fondamentaux à l'alimentation, à la santé et à l'éducation, les droits civils et politiques n'ont aucun sens. L'Algérie encourage le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur le droit au développement et les membres de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement à redoubler d'efforts pour exécuter le plan de travail 2008-2010 défini par le Conseil des droits de l'homme et à placer le droit au développement au centre de la mise en œuvre du Programme 2030. Elle se félicite de la nomination d'un Rapporteur spécial sur le droit au développement. La promotion et la protection des droits de l'homme doivent tenir compte des spécificités nationales et comprendre des mesures propres à renforcer la justice sociale, à éliminer l'extrême pauvreté et à réduire les inégalités au sein des pays et entre eux. Le droit au développement implique la pleine réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris leur droit inaliénable à la pleine souveraineté sur toutes leurs richesses et ressources nationales.

95. En tant que membre fondateur du Conseil des droits de l'homme, l'Algérie continue de jouer un rôle actif dans les efforts mondiaux de promotion des droits de l'homme. Elle présente régulièrement ses rapports aux organes conventionnels des droits de l'homme et coopère pleinement avec les titulaires de mandats au titre de procédures spéciales. La Constitution algérienne révisée, adoptée en février 2016, met l'accent sur la primauté du droit, garantit la liberté de réunion et d'association, prévoit la représentation des femmes aux fonctions électives et réforme le système électoral et la gestion des collectivités locales.

96. *M^{me} Węgrzynowska (Pologne), Vice-Présidente, prend la présidence.*

97. **M^{me} Otto** (Palaos) dit que les progrès réalisés sur la voie de la couverture sanitaire universelle sont plus lents pour les services de santé mentale que pour la santé physique. Pourtant, d'après l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), une personne sur quatre dans le monde souffrira d'un trouble psychique au cours de sa vie. En outre, les troubles psychiques sont de plus en plus répandus en tant que conséquence directe des conflits, de la violence, des catastrophes

naturelles, des changements climatiques et des déplacements qui en découlent. Malgré la publication par l'OMS de deux guides d'intervention pour aider les travailleurs sanitaires et communautaires non spécialisés à fournir des services de santé mentale et de soutien psychosocial, et des publications similaires d'autres organismes spécialisés, jusqu'à 85 % des personnes ayant besoin de ces services dans les pays à revenu faible et intermédiaire n'en bénéficient pas et, même dans les pays à revenu élevé, moins de la moitié en bénéficient. Dans de trop nombreux pays, les services de santé mentale et de soutien psychosocial représentent une fraction infime du budget de la santé et, trop souvent, ces crédits limités sont davantage destinés aux soins en institution qu'aux services de santé de proximité. Même lorsque ces services sont disponibles, les gens hésitent parfois à les utiliser, du fait de la stigmatisation profondément ancrée et de la discrimination institutionnalisée à l'égard des personnes qui demandent de l'aide. La délégation palaosienne met les États Membres au défi de faire en sorte que, d'ici à 2030, au moins 85 % des personnes ayant besoin de ces services en bénéficient et de s'engager à respecter la plus haute qualité de services de proximité fondés sur des preuves scientifiques.

98. **M^{me} Elhassan** (Soudan) dit que le Gouvernement soudanais a ratifié tous les instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris les pactes internationaux. Pour assurer sa pleine conformité avec ces instruments, le Soudan a notamment créé une commission indépendante des droits de l'homme qui fonctionne conformément aux Principes de Paris. Par ailleurs, afin de promouvoir les droits de l'enfant, le Soudan a instauré un Conseil national pour la protection de l'enfance et, conformément à la loi sur l'enfance de 2010, a mis en place un système intégré de justice pour mineurs et de justice réparatrice. Les affaires concernant des mineurs sont traitées par des tribunaux spécialisés et les juges et autres membres du personnel reçoivent des formations sur l'application de la loi sur l'enfance.

99. À l'échelle nationale, la loi sur les forces armées, la loi sur la police et la loi sur la sécurité nationale interdisent le recrutement d'enfants de moins de 18 ans. Le Soudan a également créé des groupes de protection de l'enfance au sein des forces armées, un service de protection de l'enfance et de la famille au sein de la police et une unité spécialisée dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles. Il

a promulgué une loi sur les personnes handicapées et créé un Conseil national des personnes handicapées. Il a également adopté une loi interdisant la traite d'êtres humains, en particulier des femmes et des enfants.

100. Le Soudan coopère pleinement avec les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies. C'est ainsi que le Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme s'est rendu au Soudan en novembre 2015. Dans son rapport, présenté au Conseil des droits de l'homme en septembre 2016, il souligne que les sanctions économiques unilatérales imposées au Soudan ont fortement entravé le développement du pays, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'industrie et dans le secteur bancaire, ont alourdi le fardeau de sa dette extérieure et ont sérieusement compromis la capacité du pays à garantir les droits de l'homme, y compris le droit au développement.

101. Le Conseil des droits de l'homme doit travailler de manière constructive et dans un esprit d'objectivité, de non-sélectivité et de respect de la souveraineté nationale et des normes culturelles des États Membres. Le Soudan rejette l'utilisation des droits de l'homme comme moyen de pression politique sur les pays en développement, l'application de deux poids, deux mesures dans le domaine des droits de l'homme, et l'adoption de mesures coercitives unilatérales contre certains États. Il s'oppose également à tous les efforts visant à obliger les États à accepter de nouveaux droits ou concepts des droits de l'homme qui n'ont pas été arrêtés par la communauté internationale. Ainsi, le Soudan adhèrera uniquement aux instruments internationaux qui promeuvent les principes des droits de l'homme ayant recueilli le consensus de la communauté internationale. La délégation soudanaise souligne par ailleurs que le mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme est l'instance la plus appropriée pour traiter des préoccupations des États en matière de droits de l'homme.

102. En conclusion, le Soudan appelle à adopter une approche globale des questions relatives aux droits de l'homme tenant compte des effets des changements climatiques et promouvant le développement, la remise de la dette ainsi que la levée des restrictions commerciales et des sanctions unilatérales, afin que tous les pays puissent s'acquitter de leurs obligations

en matière de droits de l'homme et atteindre les objectifs de développement durable.

103. **M. Wickramarachige** (Sri Lanka) dit que, après près de trois décennies de conflit, Sri Lanka a rétabli la paix en 2009 et s'efforce de promouvoir la démocratie, le développement et la réconciliation. Dans le cadre du processus de justice transitionnelle, le secrétariat chargé de coordonner les mécanismes de réconciliation coopère avec des experts internationaux et s'emploie à faire bénéficier ces mécanismes de formations et de renforcement des capacités, et une équipe spéciale composée exclusivement de représentants de la société civile est chargée des consultations publiques. Au niveau législatif, le Parlement a récemment adopté un projet de loi portant création d'un bureau indépendant des personnes disparues. Le Gouvernement est en train de mettre au point le plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour la période 2017-2021 et d'élaborer une nouvelle constitution garantissant l'égalité des droits, la justice et la dignité pour tous, indépendamment de l'appartenance ethnique, religieuse ou linguistique.

104. En 2016, Sri Lanka a reçu les visites du Secrétaire général, du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et des Rapporteurs spéciaux sur l'indépendance des juges et des avocats, sur la torture, sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition et sur les questions relatives aux minorités. Il reste désireux de coopérer et de mener des consultations avec chacun d'entre eux.

105. **M. Tumbare** (Zimbabwe) dit que la nouvelle Constitution de son pays garantit tous les droits de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels. Pour promouvoir les droits économiques des Zimbabwéens, le Gouvernement met en œuvre une réforme agraire, une politique d'autonomisation économique et un plan économique quinquennal. Ses efforts sont toutefois entravés par les sanctions économiques, officielles ou non, imposées par certains pays occidentaux. Il faut donc que ces sanctions soient levées sans délai et sans condition.

106. La promotion et la protection des droits de l'homme relèvent de la responsabilité souveraine des États, et il ne faut leur prêter main forte que s'ils le demandent. Chaque pays est en droit de définir sa propre politique en matière de droits de l'homme. Ces

droits ne doivent servir ni à s'immiscer dans les affaires intérieures des États ni à dénigrer des États à des fins politiques. Aucun pays n'a l'autorité morale requise pour condamner les problèmes des autres en matière de droits de l'homme. Les droits de l'homme devraient être encouragés par le biais d'un dialogue constructif et d'une véritable coopération reposant sur les principes de respect de la souveraineté nationale, de non-ingérence dans les affaires intérieures, de non-sélectivité et d'impartialité.

107. Le Zimbabwe est très préoccupé par l'expansion continue des droits de l'homme sans le consensus des États Membres, y compris par les tentatives de déformer le langage des instruments relatifs aux droits de l'homme et de les réinterpréter pour promouvoir de nouvelles classes de droits dépourvus de statut juridique international. Il condamne la tendance croissante des mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies à se laisser influencer par des mouvements internationaux des droits de l'homme soutenus par des groupes de pression aux gros moyens dont les intérêts sont aux antipodes de ceux de la plupart des gens, en particulier dans les pays en développement. Le Zimbabwe rejette cette évolution, qui compromet la légitimité des mécanismes des droits de l'homme et constitue une nouvelle forme d'impérialisme, et appelle au respect des différences culturelles. Il réaffirme sa conviction selon laquelle tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement, sont indivisibles, indissociables, égaux et interdépendants, et prie instamment la Commission d'accorder davantage d'attention aux droits économiques, culturels et sociaux.

108. **M. Ri Song Chol** (République populaire démocratique de Corée) dit que les droits de l'homme supposent le droit à la souveraineté et à l'indépendance de toutes les nations. Toutefois, à l'heure actuelle, la problématique des droits de l'homme est ouvertement utilisée à mauvais escient en tant que levier politique dans les relations internationales afin de transgresser le principe de souveraineté nationale et de s'immiscer dans les affaires intérieures. La virulente campagne de dénigrement menée actuellement contre son pays par des forces hostiles dirigées par les États-Unis menace gravement le système social et la population de la République populaire République de Corée. En juillet 2016, au sommet de l'hostilité, le Gouvernement des États-Unis a publié une liste spéciale de sanctions individuelles sur la base de préoccupations truquées et

inventées de toutes pièces concernant les droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée. Les États-Unis et leurs vassaux cherchent également à porter atteinte au droit à l'existence et à d'autres droits fondamentaux des travailleurs coréens expatriés, dans le cadre des sanctions économiques unilatérales visant à isoler la République populaire démocratique de Corée.

109. Bien que les États-Unis ne garantissent même pas le droit minimum à l'existence d'innombrables migrants, ils tiennent absolument à inventer de fausses violations des droits de l'homme contre les travailleurs coréens expatriés, qui travaillent en conformité avec la législation du travail des pays concernés et en vertu de contrats valables. Une telle ingérence prive les travailleurs de leur droit légitime au travail et de leur liberté économique. Ils doivent par conséquent recevoir des excuses et des dédommagements pour ces affronts.

110. La communauté internationale devrait se demander quel est le but recherché par les États-Unis au moyen de leur longue et incessante campagne contre la République populaire démocratique de Corée et si ces actes sont conformes à la mission intrinsèque de protection des droits de l'homme et à la Charte des Nations Unies. La délégation de la République populaire démocratique de Corée n'assistera pas aux débats qui porteraient uniquement sur les problèmes inexistantes des droits de l'homme dans le pays et prendra des mesures énergiques pour s'opposer au tapage au sujet des droits de l'homme organisé par des forces hostiles.

111. Du fait des mesures interventionnistes agressives prises par les États-Unis et leurs vassaux sous couvert des droits de l'homme et de la démocratie, le Moyen-Orient a sombré dans le chaos, l'effondrement des États, les conflits ethniques et les guerres, et la guerre contre le terrorisme a fait des milliers de victimes civiles. Dans le même temps, la discrimination raciale poussée à l'extrême, la torture et d'autres effroyables violations des droits de l'homme se produisent sur le territoire des États-Unis, le Japon ne présente toujours pas d'excuses officielles aux victimes de ses crimes contre l'humanité commis dans le passé et ne les indemnise toujours pas, et la République de Corée a enlevé un groupe de ressortissantes de la République populaire démocratique de Corée. L'Organisation des Nations Unies devrait inclure ces questions à son

programme de travail officiel et s'employer sans plus attendre à trouver des solutions.

112. Tous les citoyens de la République populaire démocratique de Corée ont la pleine jouissance de leurs droits. En réponse à la récente catastrophe naturelle dans le nord du pays, le Gouvernement a pris des mesures pour mobiliser et orienter l'ensemble des moyens humains, matériels et techniques en direction des opérations de relèvement, afin que les victimes des inondations puissent se réinstaller dès que possible, ce qui démontre clairement son profond respect et son amour pour le peuple. La République populaire démocratique de Corée continuera de renforcer et développer son système national de protection et promotion des droits de l'homme. La délégation de la République populaire démocratique de Corée rejette catégoriquement la politisation des droits de l'homme, la sélectivité et l'application de deux poids, deux mesures sur la scène internationale, et promouvra la coopération et le dialogue authentiques dans le domaine des droits de l'homme.

113. **M^{me} Ilić** (Serbie) dit que son pays a géré le problème des migrants et des réfugiés de façon humaine et responsable, conformément aux normes internationales. La Serbie est pleinement déterminée à coopérer avec les mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, comme en témoigne son parrainage de la résolution 33/20 du Conseil des droits de l'homme.

114. Au cours des deux mois précédents, la Serbie a reçu les visites du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays et du Rapporteur spécial dans le domaine des droits culturels. En mars 2016, la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination dans ce contexte a présenté le rapport de sa visite effectuée en Serbie, y compris au Kosovo-Metohija, en juin 2015. La Serbie devrait soumettre son troisième rapport au titre de l'examen périodique universel avant la fin de 2017. De même, elle soumettra son rapport au Comité des droits de l'enfant en janvier 2017 et son rapport sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en mars 2017.

115. La délégation serbe attire l'attention sur la situation des droits de l'homme dans la province serbe du Kosovo-Metohija. En effet, il n'y a

malheureusement eu aucun progrès en ce qui concerne la protection des droits des communautés ethniques, notamment des Serbes, dans cette province. Les droits fondamentaux tels que la sécurité, la liberté de circulation, l'utilisation de la langue orale et écrite, le droit à l'éducation, le droit à la propriété et l'exercice des droits culturels et religieux continuent d'y être bafoués. Les Serbes du Kosovo-Metohija sont fréquemment victimes d'incendies criminels, de pillages, de violences physiques, d'intimidation et d'obstruction. En conséquence, les 200 000 personnes déplacées du Kosovo-Metohija sont dans l'impossibilité de rentrer chez elles et de recouvrer leurs biens, conformément à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité. Bien que la Serbie ait engagé un dialogue de bonne foi avec le Kosovo, cela nécessite un engagement et de la bonne volonté de part et d'autre, ce qui n'est malheureusement pas le cas, surtout ces derniers temps.

116. La xénophobie, l'intolérance ethnique et religieuse et le racisme augmentent et représentent une menace en Europe, en particulier en Europe du Sud-Est, notamment à l'égard des minorités. La Serbie se dit préoccupée par la fréquence croissante des incidents ciblant la minorité serbe en Croatie et attire donc l'attention sur l'avis du Comité consultatif du Conseil de l'Europe sur la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales portant sur la Croatie. Elle espère que la Croatie tiendra compte des graves reproches qui y figurent en ce qui concerne la protection des droits des minorités et mettra en œuvre ses recommandations de bonne foi.

117. Bien que la progression des droits de l'homme se heurte à des obstacles dans tous les pays, la Serbie, en tant qu'État multiethnique et multiconfessionnel, continuera de promouvoir le statut de ses minorités, de lutter contre la discrimination et de renforcer les droits de l'homme de tous ses citoyens, conformément à son environnement stratégique et législatif dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne.

118. **M. Momen** (Bangladesh) dit que le ferme engagement de son pays en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme découle de sa Constitution, qui incarne les principes et dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Bangladesh est, par ailleurs, signataire des deux pactes internationaux et partie à tous les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme. Il a mis en place les cadres juridique et institutionnel pour

promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que les droits civils et politiques. L'indépendance du pouvoir judiciaire, l'existence d'une commission indépendante des droits de l'homme, la liberté des médias et le dynamisme de la société civile au Bangladesh sont autant de facteurs qui permettent de surveiller et de soutenir le Gouvernement dans la réalisation des droits de l'homme.

119. Comme souvent dans les pays les moins avancés, le Bangladesh se heurte à des difficultés en matière de droits de l'homme, notamment à la pauvreté, qui est à l'origine de nombreuses violations des droits de l'homme, entrave le développement économique et empêche les citoyens de réaliser leurs droits économiques, sociaux et culturels. L'élimination de la pauvreté constitue donc une priorité pour le Gouvernement, qui s'y attelle par des moyens tels que le filet de sécurité sociale, la microfinance, l'éducation et la mise en place de programmes spéciaux en faveur de l'autonomisation des femmes.

120. Le Bangladesh invite instamment tous les États Membres à œuvrer dans un esprit de collaboration et de compassion pour la mise en œuvre effective du droit inaliénable au développement. La position de la délégation bangladaise sur les questions des droits de l'homme repose sur les principes d'universalité, de non-sélectivité, d'impartialité et d'objectivité. Par conséquent, elle n'appuie pas les résolutions visant un pays en particulier, car elles ne contribuent nullement à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans les pays en développement et ne tiennent pas compte de leur état de développement, de leur situation nationale, de leur contexte religieux, de leur culture et de leurs problèmes spécifiques. Tout attachement réel à la promotion des droits de l'homme devrait passer par le dialogue, la consultation et la coopération, notamment dans le cadre de l'examen périodique universel.

121. La délégation bangladaise juge très inquiétante l'escalade incessante des violations des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé. Les auteurs des violations des droits de l'homme à l'encontre du peuple palestinien continuant d'ignorer l'appel répété de la communauté internationale à y mettre fin, il faut élever la voix collectivement pour contraindre la puissance occupante à cesser ces violations flagrantes.

122. **M. Yaremenko** (Ukraine) dit que, suite à l'agression russe, 29 citoyens ukrainiens sont prisonniers politiques de la Russie, 107 sont otages et plus de 600 sont portés disparus dans la région du Donbass. Des citoyens ukrainiens passibles de poursuites politiques pour des chefs d'accusation fictifs ont été arrêtés, parfois enlevés, et interrogés par des agents du Service fédéral de sécurité et du Ministère de l'intérieur de Russie et soumis à des actes de violence brutale, à des pressions psychologiques et à la torture. Les poursuites engagées à l'encontre des citoyens ukrainiens ont manifestement des connotations politiques et font appel à des méthodes inacceptables, notamment l'incarcération illégale et, récemment, la détention forcée d'un chef de file des Tatars de Crimée dans un hôpital psychiatrique.

123. La délégation ukrainienne juge très inquiétante la situation des droits de l'homme en Russie, notamment l'incitation officielle à la haine et à l'hostilité, les violations flagrantes de la liberté d'expression et la nouvelle législation antiterroriste qui élargit la surveillance sans raisons tout en compromettant les droits de l'homme. Human Rights Watch, Reporters sans frontières et la Fédération internationale des journalistes ont fait état du climat oppressant pour les journalistes et les détracteurs indépendants, ainsi que des assassinats de journalistes et de professionnels des médias. Le 27 février 2015, Boris Nemtsov, éminent opposant politique russe, a été assassiné devant le Kremlin. Malgré l'identification de sept suspects, dont quatre membres ou ex-membres des forces de l'ordre et des services de sécurité, de nombreuses questions restent en suspens. La communauté internationale doit poursuivre ses pressions politiques et diplomatiques sur la Russie afin qu'elle cesse ses pratiques totalitaires d'abolition des droits de l'homme.

124. **M^{me} Nescher** (Liechtenstein), s'exprimant également au nom de l'Australie, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse, dit que l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) a confirmé le lien entre le développement et les droits de l'homme. La plupart des objectifs de développement durable mettent clairement l'accent sur les droits de l'homme et de nombreuses cibles sont en rapport direct avec les engagements des États découlant des instruments relatifs aux droits de l'homme.

125. L'un des concepts les plus controversés est le droit au développement. Toutefois, le Programme 2030

a beaucoup de points communs avec la Déclaration sur le droit au développement. En effet, les deux textes reconnaissent la place centrale de l'humain dans le développement, s'efforcent de créer des environnements favorables dans lesquels les droits de l'homme et les libertés fondamentales de chacun sont pleinement réalisés, reconnaissent que la paix est essentielle pour le développement, et réaffirment que chaque État a la responsabilité d'assurer l'égalité des chances fondée sur le principe de non-discrimination. Les débats récents ont parfois masqué la véritable signification du droit au développement : il s'agit du droit inaliénable de toute personne à participer et à contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales pourront être pleinement réalisés, et à bénéficier de ce développement. L'adoption du Programme 2030 constitue une nouvelle occasion d'explorer les liens entre la protection et la promotion des droits de l'homme pour tous et la réalisation du développement durable, notamment du droit au développement.

La séance est levée à 13 heures.